

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen, de Minister van Onderwijs en de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut die gerangschikt zijn onder de instellingen van categorie A, moet worden verstaan onder « Minister », de Minister van de Franse Gemeenschap, tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort.

Art. 2. De Minister, tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, oefent de bevoegdheden uit die aan de Executieve door artikel 2, lid 3, artikel 4, artikel 8, lid 2, artikel 10, leden 1 en 3, en artikel 13, leden 2 en 3, van het decreet van 16 april 1991 houdende oprichting van het Bureau en de Raad voor Wetenschap en Ethiek inzake Aids-preventie voor de Franse Gemeenschap verleend worden.

De Minister bepaalt de plaats waar de zetel van het Bureau op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gevestigd is.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister, tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 mei 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
B. ANSELME

De Minister van Onderwijs,
E. DI RUPO

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Mevr. M. DE GALAN

F. 92 — 2008

[S-C — 29434]

**26 MAI 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant les conditions d'attribution du forfait relatif à l'affectation
de travailleurs sociaux des centres publics d'aide sociale, à la coordination sociale**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique les Centres publics d'aide sociale, notamment l'article 105, modifié par les lois du 9 août 1980 et du 31 décembre 1983;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 novembre 1991, fixant les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de la Région wallonne, à l'exception des Centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone, notamment l'article 8;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par le fait qu'une session d'encadrement doit se tenir dans le courant de l'année 1992; que l'efficacité des actions de coordination sociale est tributaire de l'existence de telles sessions; qu'il importe donc de les organiser au plus tôt,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté on entend par :

1° « Forfait » : le forfait relatif à l'affectation de travailleurs sociaux à la coordination sociale, prévu par l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 novembre 1991, fixant les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux Centres publics d'aide sociale de la Région wallonne, à l'exception des Centres publics d'aide sociale de la Communauté germanophone;

2° « Inspection » : le service visé à l'article 108 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'aide sociale;

3° « Ministre » : le Ministre, membre de l'Exécutif de la Communauté française, ayant l'aide sociale dans ses attributions.

Art. 2. Pour obtenir le forfait, les Centres publics d'aide sociale doivent :

1° informer la direction générale des Affaires sociales de l'adhésion ou de la poursuite de la coordination sociale.

Cette information, communiquée par écrit selon des modalités à préciser par le Ministre, stipule l'identité du travailleur affecté à cette mission et le volume horaire de prestation qu'il y consacre effectivement.

Ce volume ne peut être inférieur à un mi-temps.

Y est jointe une copie de la délibération du conseil de l'aide sociale relative à cet objet;

2° veiller à prendre toute mesure de nature à aider le travailleur social dans l'application effective des méthodes de coordination sociale lors de ses activités;

3° faire suivre par le travailleur social affecté à la coordination sociale les modules d'encadrement visés à l'article 4 du présent arrêté;

4° remplacer le travailleur social affecté à la coordination sociale par un autre travailleur social dès qu'il apparaît que son absence ou son empêchement de plus d'un mois a pour effet d'entraver le bon déroulement de la coordination sociale.

Le centre public d'aide sociale est tenu d'aviser la direction générale des Affaires sociales de ce changement par écrit et sans délai;

5° établir, en collaboration avec le travailleur social concerné, un rapport annuel d'activité dont le directeur général des Affaires sociales fixe le modèle.

Ce rapport est transmis par les soins du centre à la direction générale des Affaires sociales au plus tard le 15 décembre de l'année à laquelle il se rapporte.

Art. 3. L'objectif de l'encadrement visé à l'article 2, 3°, du présent arrêté est de développer la capacité des travailleurs sociaux à :

- organiser et animer un réseau de coordination sociale;
- conduire des réunions de travail et des négociations;
- utiliser des méthodes d'élaboration et de gestion des projets;
- traiter le contenu et la circulation de l'information relative à la gestion des structures sociales.

Le Ministre organise cet encadrement et en choisit les promoteurs.

Art. 4. L'encadrement des travailleurs sociaux consiste en des modules d'encadrement méthodologique et/ou thématique ainsi que, pour les centres publics d'aide sociale qui affectent pour la première fois un travailleur social à la coordination sociale, des modules d'initiation à la coordination.

Art. 5. L'affectation d'un travailleur social à la coordination sociale n'a d'effet, en ce qui concerne le calcul du forfait, qu'à partir du semestre qui suit celui où a lieu l'affectation.

Le remplacement du travailleur social n'est pas considéré comme un début d'affectation au sens du présent article.

Art. 6. Toute modification du volume horaire du travailleur social affecté à la mission de coordination n'a d'effet, en ce qui concerne le calcul du forfait, qu'à partir du semestre qui suit celui où a lieu cette modification.

Elle est communiquée à la direction générale des Affaires sociales par écrit et sans délai.

Art. 7. La désaffectation du travailleur social de la coordination sociale, sans qu'il y ait remplacement, entraîne la perte du forfait pour le semestre au cours duquel la désaffectation a lieu.

Si la désaffectation est connue de l'administration à un moment où cet élément ne peut plus matériellement être pris en compte pour le calcul de la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale de l'année en cours, la récupération du forfait s'effectue conformément à l'article 20, 2° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 novembre 1991 précité.

Art. 8. Après avis de l'Inspection qui a constaté le non-respect par un centre public d'aide sociale, de tout ou partie des obligations visées à l'article 2 du présent arrêté, le Ministre peut décider la suppression du forfait afférent à l'année en cours.

Dans le cas où cette décision est prise à un moment où elle ne peut plus être prise en considération pour le calcul de la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale de l'année en cours, la récupération du forfait s'effectue conformément à l'article 20, 2° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 novembre 1991 précité.

Art. 9. Les centres publics d'aide sociale ayant bénéficié du forfait pour l'année 1991 en bénéficient aux mêmes conditions pour le premier semestre 1992 sauf désistement du Centre.

Art. 10. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1988 fixant le contenu et les modalités d'organisation du cycle de formation des travailleurs sociaux des centres publics d'aide sociale affectés à une mission de coordination, est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1992.

Bruxelles, le 26 mai 1992.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Mme DE GALAN

VERTALING

N. 92 — 2088

[S-C — 29434]

26 MEI 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van het forfaitair bedrag voor de aanwijzing van maatschappelijke werkers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor de sociale coördinatie

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 105, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 31 december 1983;

Gelet op het besluit van 26 november 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de wetten op de raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, lid 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op het feit dat een begeleidingszitting voorzien is in de loop van 1992; dat de daadwerkelijkheid van de acties inzake sociale coördinatie afhankelijk is van het houden van dergelijke zittingen; dat het dus van belang is deze zo vlug mogelijk te organiseren,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « forfaitair bedrag » : het forfaitair bedrag voor de aanwijzing van maatschappelijke werkers voor de sociale coördinatie, voorzien bij artikel 4 van het besluit van 26 november 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap;

2° « Inspectie » : de dienst bepaald in artikel 108 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

3° « Minister » : de Minister, lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort.

Art. 2. Om het vast bedrag te bekomen, moeten de openbare centra voor maatschappelijk welzijn :

1° de Algemene Directie voor Sociale Zaken inlichten over de inwerkingstelling of over de voortzetting van de sociale coördinatie. Deze informatie die schriftelijk wordt medegedeeld volgens de door de Minister te bepalen nadere regels, vermeldt de identiteit van de voor deze opdracht aangewezen werker en het volume van de prestatietijd die hij daaraan werkelijk besteedt. Dit volume mag niet lager zijn dan een halfzijdse dagtaak. Er wordt een afschrift bijgevoegd van de beraadslaging van de raad voor Maatschappelijk Welzijn over dit onderwerp;

2° ervoor zorgen dat alle maatregelen worden getroffen die de maatschappelijk werker van nut kunnen zijn voor zijn activiteiten bij de effectieve toepassing van de methodes voor sociale coördinatie;

3° de maatschappelijk werker die belast is met de sociale coördinatie ertoe verplichten de in artikel 4 van dit besluit bepaalde begeleidingsmodulen op te volgen;

4° de maatschappelijk werker die met de sociale coördinatie belast is door een andere maatschappelijk werker vervangen zodra het blijkt dat zijn afwezigheid of zijn verhindering van meer dan één maand de goede werking van de sociale coördinatie stoort. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is ertoe gehouden de Algemene Directie voor Sociale Zaken schriftelijk en zonder verwijl op de hoogte te brengen van deze wijziging;

5° in samenwerking met de betrokken maatschappelijk werker een jaarlijks activiteitenverslag opmaken naar het model dat door de directeur-generaal van Sociale Zaken wordt bepaald. Dit verslag wordt door het centrum naar de Algemene Directie voor Sociale Zaken overgezonden uiterlijk 15 december van het jaar waarop het betrekking heeft.

Art. 3. De bij artikel 2, 3°, van dit besluit beoogde begeleiding heeft tot doel de maatschappelijke werkers beter in staat te stellen :

- een net voor sociale coördinatie te organiseren en te animeren;
- werkvergaderingen en onderhandelingen te leiden;
- methodes aan te wenden voor de uitwerking en het beheer van de projecten;
- de inhoud en de verspreiding van de informatie met betrekking tot het beheer van de sociale structuren te behandelen.

De Minister organiseert deze begeleiding en stelt de promotors ervan aan.

Art. 4. De begeleiding van de maatschappelijke werkers bestaat in modulen voor methodologische en/of thematische begeleiding alsook in beginmodulen voor sociale coördinatie, die bestemd zijn voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die voor de eerste maal een maatschappelijk werker voor sociale coördinatie aanstellen.

Art. 5. De aanwijzing van een maatschappelijk werker voor de sociale coördinatie heeft slechts uitwerking wat de berekening van het forfaitair bedrag betreft vanaf het semester dat volgt op hetgeen waarin de aanwijzing wordt uitgevoerd.

De vervanging van de maatschappelijk werker wordt niet als aanwijzingsbegin beschouwd in de zin van dit artikel.

Art. 6. Elke wijziging in het volume van de prestatietijd van de maatschappelijk werker aangewezen voor de coördinatieopdracht heeft slechts uitwerking wat de berekening van het forfaitair bedrag betreft, vanaf het semester dat volgt op hetgeen waarin deze wijziging wordt doorgevoerd.

Zij wordt schriftelijk en zonder verwijl medegedeeld aan de Algemene Directie voor Sociale Zaken.

Art. 7. Wordt er een einde gesteld aan de aanwijzing van de maatschappelijk werker voor de sociale coördinatie, zonder dat hij vervangen wordt, dan heeft dit tot gevolg dat het centrum het forfaitair bedrag verliest voor het semester waarin er een einde werd gesteld aan de aanwijzing.

Indien het bestuur ervan op de hoogte is dat een einde werd gesteld aan de aanwijzing op het ogenblik waarop dit feitelijk niet meer aangerekend kan worden voor de berekening voor het lopend jaar van de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn, dan wordt het forfaitair bedrag teruggevorderd overeenkomstig artikel 20, 2°, van het voormeld besluit van 26 november 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Art. 8. Na advies van de Inspectie die vastgesteld heeft dat een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de in artikel 2 van dit besluit bedoelde verplichtingen geheel of gedeeltelijk niet in acht genomen heeft, kan de Minister beslissen het forfaitair bedrag voor het lopend jaar af te schaffen.

Ingeval deze beslissing genomen wordt op het ogenblik waarop zij niet meer aangerekend kan worden voor de berekening voor het lopend jaar van de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn, dan wordt het forfaitair bedrag teruggevorderd overeenkomstig artikel 20, 2° van het voormeld besluit van 26 november 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Art. 9. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn die voor het jaar 1991 het forfaitair bedrag hebben ontvangen, krijgen dit bedrag onder dezelfde voorwaarden voor het eerste semester 1992, behoudens indien het Centrum er van afziet.

Art. 10. Het besluit van 30 december 1988 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de inhoud en de nadere regels voor de organisatie van de vormingscyclus voor de maatschappelijke werkers van de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn, aangewezen voor een coördinatieopdracht, wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Brussel, 26 mei 1992.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Mevr. M. DE GALAN

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 92 — 2069

20 DECEMBER 1990. — Verordening van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad houdende vaststelling van de verschuldigde retributies als tegenprestatie voor de door de Brandweerdienst verrichte opdrachten van brandpreventie in de Brusselse Agglomeratie (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze verordening regelt een aangelegenheid bedoeld bij artikel 108ter, § 2, van de Grondwet.

Art. 2. Het nazicht van de bouwvergunningen en de plannen van nieuwe constructies of transformatiewerken aan bestaande gebouwen, evenals het onderzoek der toepassing der wetten, verordeningen en regels van goed vakmanschap, de bezoeken aan de inrichtingen onder bijzondere bewaking of onderworpen aan de goedkeuring van de Brandweerdienst, de periodieke controle van schouwburg- en bioscoopzalen, de mogelijke opsporingen op verzoek van een nationale, provinciale, gewestelijke of gemeentelijke overheid, de bezoeken voor occasionele exploitaties of waarvan de duur op minder dan drie maand vastgesteld is, de bezoeken, de adviezen en attesten die door de Brandweerdienst afgeleverd worden inzake bescherming tegen brand en paniek, geven aanleiding tot het betalen van de in artikelen 3 en 4 vermelde bedragen voor het jaar 1991.

Art. 3. Het nazicht van bouwvergunningen en plannen van nieuwe constructies geeft aanleiding tot het betalen van de volgende retributies die een studie op plan, de opstelling van een verslag met de te treffen maatregelen en een inspectie van de goede uitvoering dezer maatregelen met opstelling van een verslag op het einde der werken omvatten.

Indien de inspectie van de goede uitvoering der preventiemaatregelen negatief uitvalt, zal elke bijkomende controle leiden tot een nieuwe toepassing van de in artikel 4 vastgestelde retributie.

Elke bijkomende inspectie gedurende de uitvoering der werken zal leiden tot een nieuwe toepassing van de in artikel 4 vastgestelde retributie.

3.1. Eengezinswoningen .

met uitzondering van deze beheerder in het kader van de Huisvestingscode door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of door de door haar erkende vennootschappen en door het Woningfonds van de Grote Gezinnen van het Brusselse Gewest, gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Dossierskosten : 5 000 F

(1) Gewone zitting 1990-1991.

Dokumenten van de Raad :

A — 90/1 Ontwerp van verordening.

A — 90/2 Verslag.

Volledig verslag : Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 7 en 10 december 1990.

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 92 — 2069

20 DECEMBRE 1990. — Règlement du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les redevances à percevoir en contrepartie des prestations effectuées pour des missions de prévention par le Service d'incendie de l'Agglomération de Bruxelles (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capital a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent règlement règle une matière visée à l'article 108ter, § 2, de la Constitution.

Art. 2. L'examen des permis de bâtir et des plans de nouvelles constructions ou de transformations de constructions existantes, la vérification de l'application des lois, règlements et codes de bonnes pratiques, les visites d'établissements placés sous surveillance ou à l'approbation du Service d'incendie, le contrôle périodique des salles de spectacles et de cinéma, les éventuels dépistages à la demande d'une autorité nationale, provinciale, régionale ou communale, les visites d'exploitations occasionnelles et/ou dont la durée est inférieure à trois mois, les visites, les avis ou attestations délivrés par le Service d'incendie en matière de protection contre le feu et la panique, donnent lieu au paiement des redevances établies aux articles 3 et 4 pour l'année 1991.

Art. 3. L'examen des permis de bâtir et des plans de nouvelles constructions donne lieu au paiement des redevances suivantes, qui couvrent l'examen des plans, l'établissement d'un rapport concernant les mesures à prendre et un contrôle de la bonne exécution de ces mesures avec établissement d'un rapport à la fin des travaux.

Si le contrôle de la bonne exécution des mesures de prévention s'est révélé négatif, tout contrôle supplémentaire fera l'objet d'une redevance déterminée à l'article 4.

Tout contrôle complémentaire pendant l'exécution des travaux fera l'objet d'une redevance déterminée à l'article 4.

3.1. Maisons unifamiliales :

à l'exception de celles gérées suivant le Code du Logement par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par des sociétés agréées par elle et par le Fonds du Logement des Familles nombreuses dans la Région bruxelloise, situées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Frais de dossier : 5 000 F

(1) Session ordinaire 1990-1991.

Documents du Conseil :

A — 90/1 Rapport de règlement.

A — 90/2 Rapport.

Compte rendu intégral : Discussion et adoption. Séances du 7 et du 10 décembre 1990.